



University of Groningen

## Les élections européennes aux Pays-Bas

Voerman, Gerrit

*Published in:*

Parlement puissant, électeurs absents?

**IMPORTANT NOTE:** You are advised to consult the publisher's version (publisher's PDF) if you wish to cite from it. Please check the document version below.

*Document Version*

Publisher's PDF, also known as Version of record

*Publication date:*

2005

[Link to publication in University of Groningen/UMCG research database](#)

*Citation for published version (APA):*

Voerman, G. (2005). Les élections européennes aux Pays-Bas. In P. Delwit, & P. Poirier (Eds.), *Parlement puissant, électeurs absents?: les élections européennes de juin 2004* (pp. 115-130). Brussel: Université de Bruxelles.

### Copyright

Other than for strictly personal use, it is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

### Take-down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Downloaded from the University of Groningen/UMCG research database (Pure): <http://www.rug.nl/research/portal>. For technical reasons the number of authors shown on this cover page is limited to 10 maximum.

# Les élections européennes aux Pays-Bas

Gerrit VOERMAN

«L'Europe vit» – telle fut la réaction du Premier ministre Jan Peter Balkenende le soir du 10 juin 2004, lorsque les résultats des élections européennes furent connus aux Pays-Bas <sup>1</sup>. La participation d'un peu plus de 39% témoignait, selon lui, de l'intérêt croissant des électeurs néerlandais pour l'Europe. Elle était en effet plus élevée qu'en 1999 : cette année-là, seuls 30% des électeurs s'étaient rendus aux urnes ; c'était le pourcentage de participation le plus bas de l'Union européenne après le Royaume-Uni. A grand renfort de publicité, le gouvernement avait tout fait, cette fois, pour accroître la participation. Sans doute Balkenende craignait-il de voir son prestige écorné à la veille de la présidence néerlandaise de l'Union européenne – dès le 1<sup>er</sup> juillet 2004, quelques semaines après les élections –, s'il devait faire état d'un taux de participation très faible.

Les médias constatèrent aussi que l'«Europe» avait influencé les comportements électoraux. «Les Pays-Bas votent européen», titrait le journal *Trouw* avant de commenter le résultat <sup>2</sup>. On ajoutera plusieurs éléments à ce constat. D'abord, on aurait tort de croire qu'une participation plus importante traduit une identification plus grande avec le projet de l'intégration européenne. De l'analyse fine des résultats, il ressort que 20% des voix – soit bien plus qu'en 1999 –, se sont portées sur des partis sceptiques à l'égard de Bruxelles : soit les électeurs désapprouvaient certains aspects de l'Union européenne, soit ils rejetaient l'Union européenne par principe, dans son ensemble.

Un engagement négatif peut cependant aussi s'avérer être une forme d'engagement – et dans cette logique, ces élections européennes auraient été plus européennes que celles des années quatre-vingt-dix. Dans les résultats des européennes de 2004 se manifeste le modèle électoral national : la combinaison d'une participation plus forte et d'une augmentation des voix obtenues par les partis anti-*establishment*.

Nous nous proposons, dans les pages qui suivent, de revenir tout d'abord sur le pro-européanisme traditionnel des Pays-Bas, qui faisaient partie des six fondateurs de la Communauté économique européenne en 1956. Nous examinerons ensuite l'émergence, dans les années quatre-vingt-dix, des premières lignes de fracture dans ce comportement positif du monde politique et de l'opinion publique. Dans une troisième étape, nous présenterons les partis ayant pris part au scrutin et les termes de la campagne électorale. Enfin, nous analyserons les résultats en les comparant aux élections nationales et locales des années précédentes.

### 1. Des élections de deuxième ordre

Les élections européennes sont des *second order elections*. Contrairement aux élections nationales, ne se posent ni la question du pouvoir (c'est-à-dire quels partis formeront le gouvernement), ni même celle de la formation de la Commission européenne, du bureau de l'Union européenne (qui se trouve d'ailleurs sous tutelle du Conseil européen). Les électeurs sont donc moins enclins à voter de façon stratégique et plus tentés de suivre leurs préférences. Au plan national, cela augmente les chances des petits partis et des nouveaux venus. Ce fut le cas en 2004 aussi.

Tableau 1  
Evolution, en pourcentage, du taux de participation aux élections (1977-2004)

	Parlement européen	Chambre des députés	Etats provinciaux	Conseils communaux
1977		88,0		
1978			79,6	73,7
1979	58,1			
1981		87,0		
1982		81,0	68,4	68,3
1984	50,9			
1986		85,8		73,2
1987			66,3	
1989	47,5	80,3		62,3
1990				
1991			52,3	65,2
1994	35,7	78,8		
1995			50,2	
1998		73,3		58,9
1999	30,0		45,6	
2002		79,1		57,7
2003		80,0	47,6	
2004	39,1			

Source: Centraal Bureau voor de Statistiek.

Une autre caractéristique des élections de deuxième ordre est la faible participation. En 1979, lors des premières élections européennes, 58,1% des électeurs aux Pays-Bas s'étaient rendus aux urnes (voir tableau 1). Par la suite, la participation a diminué à chaque scrutin. Vingt ans plus tard, en 1999, le pourcentage de participation ne s'élevait plus qu'à 30,0% – soit la moitié seulement du taux de 1979 : ce fut, nous

l'avons dit  
que dans  
consultativ  
d'Amsterc  
d'électeur  
inversée.  
pour attein

Le ca  
uniqueme  
élections  
locaux, le  
l'affaissen  
lors des c  
environ 3  
2004, pou

### 2. Les p

#### A. Les a

L'int  
longtemp  
l'intégrat  
1956), ét  
Avec le I  
publique

Cette  
tout le r  
franchen  
parti libé  
social-dé  
et catho  
(CDA) en  
supranat  
(1951) e  
(voir tab

Cett  
et interi  
commer  
et le blo  
néerland  
le comu  
indispet  
guerre.

Les  
cinquar  
formati

ut d'abord sur le  
s six fondateurs  
nirons ensuite  
de fracture dans  
lique. Dans une  
tin et les termes  
s comparant aux

Contrairement  
est-à-dire quels  
la Commission  
s sous tutelle du  
çon stratégique  
ente les chances

(1977-2004)

Conseils communaux
73,7
68,3
73,2
62,3
65,2
58,9
57,7

est la faible  
% des électeurs  
a participation a  
de participation  
79: ce fut, nous

l'avons dit, l'un des plus faibles dans l'Union européenne. Le fait est paradoxal. Alors que dans les années quatre-vingt-dix, le Parlement européen, autrefois assemblée consultative, s'est transformé dans le cadre des nouveaux traités de Maastricht et d'Amsterdam, en corps législatif et a dès lors gagné en influence, de plus en plus d'électeurs s'en sont détournés. Cependant, en juin 2004, la courbe linéaire s'est inversée. Pour la première fois depuis 1979, la participation a augmenté d'un tiers pour atteindre 39%.

Le caractère de deuxième ordre des élections européennes ne s'exprime pas uniquement par l'ampleur de l'abstention mais aussi si on les compare aux autres élections (voir tableau 1). Par rapport aux scrutins nationaux, provinciaux, et locaux, les élections européennes font pâle figure. C'est à l'échelle européenne que l'affaissement de la participation a été le plus brutal et la différence de participation lors des deux types d'élections s'est creusée. Entre 1979 et 1984, elle se situait à environ 30 points. Dans les années quatre-vingt-dix, l'écart était de 43 points. En 2004, pour la première fois depuis 1979, la différence s'est quelque peu amenuisée.

## 2. Les partis politiques hollandais et l'intégration européenne

### A. Les années cinquante

L'intérêt pour les élections européennes aux Pays-Bas était faible depuis longtemps, en raison peut-être de la grande sympathie des Néerlandais envers l'intégration européenne qui, à en croire les enquêtes d'opinion (la première remonte à 1956), étaient des partisans relativement enthousiastes de la construction européenne. Avec le Luxembourg, les Pays-Bas seraient le pays où le positionnement de l'opinion publique est le plus stable <sup>3</sup>.

Cette attitude se reflète dans l'attitude des partis politiques néerlandais – à tout le moins les partis centripètes du système politique. De tous temps, ils ont été franchement positifs envers l'intégration européenne. Dans les années cinquante, le parti libéral-conservateur (le Volkspartij voor vrijheid en democratie – vvd), le parti social-démocrate (le Partij van de Arbeid – pvdA) et les partis chrétiens protestants et catholique, qui ont fusionné pour former le Christen Democratische Appel (CDA) en 1980, ont soutenu les fondations de la première organisation européenne supranationale: la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) à Paris (1951) et plus tard la Communauté économique européenne (CEE) à Rome (1957) (voir tableau 2).

Cette disposition pro-européenne s'est développée dans le contexte économique et international issu de la seconde guerre mondiale. Mais c'est certainement le commencement de la guerre froide entre les Etats-Unis et leurs alliés, d'une part, et le bloc de l'Est dirigé par l'Union soviétique, de l'autre, qui a amené les partis néerlandais à aussi concevoir la construction européenne comme une digue contre le communisme. La plupart en attendait aussi de gros avantages économiques, indispensables à la reconstruction de l'économie lourdement endommagée par la guerre.

Les partis qui soutinrent le début de la coopération européenne dans les années cinquante décrochaient ensemble entre 90 et 95% des suffrages. Seules deux formations représentées au Parlement se situaient en dehors de ce consensus national.

Le parti orthodoxe protestant réformé à compétence étatique (SGP), positionné à droite, refusait toute atteinte à la souveraineté nationale compte tenu de son rapport fondamentaliste à la religion. Par le passé, il prétendait être la main de Dieu au sein des Pays-Bas existant en tant que Nation souveraine, ce qui, dans son optique, était étroitement lié à la Réforme. Une Europe unie serait essentiellement de nature humaniste et catholique, le caractère calviniste indépendant y serait menacé.

À l'autre extrémité du spectre politique, se trouvait le parti communiste des Pays-Bas (CPN) – qui s'incorpora à GroenLinks beaucoup plus tard en 1990. Dans les années cinquante, les communistes partageaient les positions idéologiques et politiques de l'Union soviétique. Aussi rejetaient-ils la construction européenne dépeinte contre une construction anti-soviétique.

Tableau 2  
*Comportement électoral des partis politiques néerlandais représentés  
à la seconde chambre face à l'intégration européenne (1951-2004)*

	Paris 1951	Rome 1957	Maastricht 1992	Amsterdam 1997	Nice 2000
CDA (*)	+	+	+	+	+
PvdA	+	+	+	+	+
VVD	+	+	+	+	+
D66			+	+	+
GPV (**)			-	-	+
RPF (**)			-	-	+
SGP	-	-	-	-	+
GL (***)	-	-	-	-	+
SP (****)				-	-

(\*) Pour 1951 et 1957, il s'agit du parti anti-révolutionnaire, de l'Union historique chrétienne et du parti populaire catholique qui, en 1980, ont intégré le CDA.

(\*\*) L'alliance politique réformée (GPV) a siégé au sein de la seconde chambre en 1963 ; la Fédération politique réformatrice (RPF) en 1981. En 2002, les deux partis ont fusionné et formé l'Union chrétienne (CU).

(\*\*\*) En 1989-1990, le CPN, le parti socialiste pacifiste (représenté à la seconde chambre à partir de 1959) et le parti politique (des) radicaux (représenté à partir de 1971) ont intégré GroenLinks. Pour 1951 et 1957, l'attitude du CPN est présentée dans la rubrique GroenLinks (GL).

(\*\*\*\*) Le Socialistische Partij (SP), formé en 1971, siège à la seconde chambre depuis 1994. Dès sa fondation, il s'est clairement positionné contre l'intégration européenne.

### B. Les années quatre-vingt-dix

Le consensus entre les grands partis des Pays-Bas sur l'importance et les effets salutaires de l'intégration européenne est resté intact pendant des décennies. Les nouvelles phases de l'unification ralliaient toujours le soutien massif des cabinets à La Haye. Le degré de fédéralisme du gouvernement néerlandais se manifesta le 30 septembre 1991, lorsque le Premier ministre Lubbers fit des propositions, en tant que président de la Communauté européenne, pour parvenir à une Union politique au sein de laquelle des compétences seraient reconnues aux organes européens.

Excepté la Belgique. Et par la suite, cette noir».

Après cet échec des années quatre-vingt, paradoxalement, est Bolkenstein critiqua que ce projet politique transferts de souveraineté et l'élite politique. Le marché commun européen. Les dépenses fortement réduites ailleurs, Bolkenstein national <sup>4</sup>. Sur ce point, son parti, Zalm, qui contributeurs nets au

La mise en œuvre des effets sur l'opinion tissement du soutien et les Belges restent n'ont pas mené, du des grands partis – de Maastricht en 1992 économique et monétaire d'autres pays membres les grands partis fédéraux (qui ouvrait la voie orientale, à Malte de Nice (qui prévient tableau 2). Même prononça très nette gouvernement – se

À première vue en 1989-1990, dans le Partij (parti socialiste) le parti politique – les deux premiers d'abord positionnés social et environnant du contrôle démocratique renforcement du rôle de la Commission européenne

Sans être totalement orthodoxes ont fait

Excepté la Belgique, les autres Etats membres n'étaient pas favorables à ce projet. Et par la suite, cette date est entrée dans l'histoire des Pays-Bas comme le « lundi noir ».

Après cet échec, le consensus pro-européen commença à s'effriter, au cours des années quatre-vingt-dix, sous l'impulsion du leader du vvd, Bolkenstein – qui, paradoxalement, est devenu membre de la Commission européenne par la suite. Bolkenstein critiqua ouvertement l'idée d'une Europe fédérale, notamment parce que ce projet politique ne pourrait se baser sur une identité européenne. De nouveaux transferts de souveraineté à Bruxelles risquaient de creuser le fossé entre les citoyens et l'élite politique. Aussi Bolkenstein souhaitait-il limiter l'intégration européenne au marché communautaire, interne et libéralisé – en ce compris l'Union monétaire européenne. Les dépenses pour la politique agricole et les Fonds structurels devraient être fortement réduites. Il rejeta aussi toute idée de politique sociale européenne. Par ailleurs, Bolkenstein plaidait pour que les Pays-Bas défendent davantage l'intérêt national <sup>4</sup>. Sur ce point, il reçut le soutien du ministre des Finances membre de son parti, Zalm, qui s'opposa à toute augmentation de la contribution des Pays-Bas, contributeurs nets au budget de l'Union européenne.

La mise en question de l'intégration européenne par Bolkenstein eut peut-être des effets sur l'opinion publique : dans les années quatre-vingt-dix en effet, un léger tassement du soutien à l'Union européenne a été observé, bien que les Néerlandais et les Belges restent les plus loyaux envers Bruxelles <sup>5</sup>. Les critiques de Bolkenstein n'ont pas mené, du moins au début, à un changement d'orientation fondamental des grands partis – en ce compris le vvd. Tous furent d'accord pour ratifier le traité de Maastricht en 1992 (traité dans lequel fut réglée la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire). Alors qu'une vague eurosceptique se développait dans d'autres pays membres, les Pays-Bas furent épargnés <sup>6</sup>. Cinq ans plus tard, en 1997, les grands partis faisaient à nouveau chorus pour soutenir le traité d'Amsterdam (qui ouvrait la voie à l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, à Malte et à Chypre), comme plus tard en 2000 pour appuyer le traité de Nice (qui prévoyait un nombre d'adaptations institutionnelles de l'Union) (voir tableau 2). Même le parti libéral libertaire, Democratie 66 (D66) fondé en 1966, se prononça très nettement en faveur de ces traités. D66 – le quatrième parti potentiel de gouvernement – se considère comme le parti le plus pro-européen aux Pays-Bas.

A première vue, le consensus s'est même renforcé. Le parti vert, GroenLinks, créé en 1989-1990, dans le cadre d'une fusion entre le cpn, le Pacifistisch-Socialistische Partij (parti socialiste pacifiste, représenté à la deuxième chambre depuis 1959), le parti politique des radicaux (qui siégeait à la deuxième chambre depuis 1971) – les deux premiers étaient tièdes voire hostiles à la construction européenne –, s'est d'abord positionné dans la mouvance de ses prédécesseurs. Il dénonçait le déficit social et environnemental des politiques de Bruxelles, tout comme l'insuffisance du contrôle démocratique. Peu à peu pourtant, le parti s'est exprimé en faveur d'un renforcement du caractère supranational de l'Union européenne et de la position de la Commission européenne. En 2000, GroenLinks s'est rallié au traité de Nice <sup>7</sup>.

Sans être totalement convaincus, comme GroenLinks, les partis chrétiens orthodoxes ont fait de même. L'Union chrétienne – le cartel associant l'Alliance

politique réformée (GVP, qui accéda à la deuxième chambre la première fois en 1963) et la Fédération politique réformatrice (RPF, qui fit ses débuts parlementaires en 1981) – accepta le traité car il n'allait pas de pair avec la transmission de la souveraineté, mais il rendait possible l'élargissement de l'Union à un certain nombre de pays. «Ainsi, nous n'acceptons pas encore le *statu quo* croissant de la compétence étatique et politique de l'intégration européenne et nous ne revenons pas en arrière sur des points de vue antérieurs»<sup>8</sup>. De même, le SGP considérait l'élargissement comme bienvenu mais s'opposait «aux éléments qui marquent un pas vers l'approfondissement de la fédéralisation»<sup>9</sup>. Bon gré, mal gré, le parti était d'accord, compte tenu des attentes formées dans les anciens pays de l'Est, à la suite de la chute du mur de Berlin. Aussi bien l'Union chrétienne que le SGP rejetèrent expressément l'extension de la prise de décision supranationale au sein de l'Union européenne et refusaient d'aller au-delà d'une Union d'Etats européens indépendants. Le seul parti du Parlement néerlandais qui continuait à s'opposer résolument à l'Union européenne était le Socialistische Partij, d'origine maoïste. Selon cette formation, les entreprises transnationales et les grands pays gèrent l'Union. Dès lors, les acquis sociaux seraient sacrifiés au profit de l'élargissement et de la concurrence économique. Le traité de Nice fut rejeté parce qu'il signifiait «un pas de plus vers une Europe fédérale... La collaboration, c'est super, mais nous disons «non» au fédéralisme»<sup>10</sup>.

### 3. Une opinion changeante par rapport à l'Europe

Malgré les attaques de Bolkenstein et l'opposition farouche du SP, l'opinion publique néerlandaise changea peu sur la question européenne. Dans la campagne pour les élections européennes de juin 1999 par exemple, il fut à peine question des divergences des partis à propos de l'Union européenne – surtout parce qu'il y en avait en fait très peu. Dans les médias, la campagne passa au second plan en raison de la chute du second cabinet Kok en mai, et des conclusions d'une commission parlementaire qui enquêtait sur le crash d'un avion de transport israélien à Amsterdam en 1992. Dominée par la politique nationale, la campagne n'effleura que quelques thèmes européens, d'ailleurs pas nécessairement les plus importants. Il fut ainsi question de la fraude de parlementaires européens néerlandais, qui auraient perçu indûment des jetons de présence. En avril, c'est la candidature de l'ex-leader VVD Bolkenstein à la Commission européenne qui avait quelque peu attiré l'attention<sup>11</sup>.

Depuis, de manière lente mais sûre, le consensus s'est effrité – à nouveau en raison de l'intervention du VVD. A l'origine du problème se trouve l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays. Dans la campagne pour les élections à la seconde chambre en mai 2002, le successeur de Bolkenstein, Dijkstal, proposa que les Pays-Bas mettent leur veto à l'entrée des nouveaux pays, si la politique agricole commune et les Fonds structurels n'étaient pas réformés avant l'élargissement. Le PVDA et le CDA critiquèrent la menace du veto brandie par le VVD. Mais dans la campagne électorale, les sujets européens ne jouèrent quasi aucun rôle. C'est surtout l'arrivée fracassante de Pim Fortuyn dans le jeu qui focalisa toute l'attention.

### 4. La position des

Dans cette part  
élections européen  
n'est pas chose ais  
durement certains d  
l'Union européenne  
européenne en tant

Nous définisso  
par certains partis  
«euroscepticisme p  
principe») <sup>12</sup>. Nou  
pour les élections d

#### A. Les europolitij

D66 est le char  
«D66 est un grand  
depuis la deuxièm  
termes que le part  
eurosceptiques: «c  
faire du 9 mai «le j  
et les avantages de  
celle des Pays-Bas  
sociaux-démocrate  
général. Le CDA p  
s'intéresser davan  
son slogan électoi  
Europe).

Le VVD et Gro  
de l'Europe. Les  
Europa. Maar er  
frontières concern  
comme de ses cor  
améliorée et renf  
GroenLinks a ad  
projet européen, l  
l'intégration euro  
le renforcement d  
démocratiques, sc  
plus fédéraliste q

Ces formatio  
sont toutes, en p  
GroenLinks n'a j  
qui intégra cette  
Chambre de 2002  
coalition gouvern

#### 4. La position des partis aux élections européennes de 2004

Dans cette partie, nous nous efforcerons de situer les partis ayant pris part aux élections européennes de juin 2004 sur un axe europositifs/eurosceptiques. Ce qui n'est pas chose aisée : les partis favorables à l'Union européenne peuvent critiquer durement certains des choix politiques de Bruxelles alors que des partis qui rejettent l'Union européenne ne sont pas nécessairement hostiles au principe de la collaboration européenne en tant que tel.

Nous définissons ici l'euroscepticisme comme une position de rejet adoptée par certains partis contre des aspects de la politique de l'Union européenne (ou «euroscepticisme pratique») ou contre ses fondements (ou «euroscepticisme de principe») <sup>12</sup>. Nous analyserons les programmes électoraux élaborés par les partis pour les élections de 2004 <sup>13</sup>.

##### A. Les europositifs

D66 est le champion de l'intégration européenne dans la politique néerlandaise. «D66 est un grand défenseur de la pensée européenne. L'intégration européenne a depuis la deuxième guerre mondiale amené la paix et la prospérité». C'est en ces termes que le parti introduisait son programme électoral. D66 n'a rien à faire des eurosceptiques : «crier bouhh est facile», lisait-on sur ses affiches. Le parti propose de faire du 9 mai «le jour de l'Union européenne». Le PvdA insiste aussi sur l'importance et les avantages de la coopération européenne pour une économie aussi ouverte que celle des Pays-Bas et sur l'apport à la sécurité internationale. Au sein de l'Union, les sociaux-démocrates veulent plus d'attention pour l'emploi et la politique sociale en général. Le CDA promeut aussi une Europe fédérale forte, mais semble récemment s'intéresser davantage au maintien de l'identité néerlandaise, comme l'indiquait son slogan électoral : «*Voor een eigen plek in Europa*» (pour un endroit à soi en Europe).

Le VVD et GroenLinks sont plus critiques mais certainement pas négatifs vis-à-vis de l'Europe. Les libéraux conservateurs ont fait campagne sur le thème : «*Voor Europa. Maar er zijn wel grenzen*» (pour l'Europe, mais il y a des frontières). Ces frontières concernaient l'élargissement de l'Europe d'un point de vue géographique comme de ses compétences. Le VVD s'est prononcé pour une intégration européenne améliorée et renforcée, mais «n'hésite pas à dire que l'on peut mieux faire». GroenLinks a adopté une position comparable. Après avoir dépassé son refus du projet européen, le parti environnementaliste caractérise sa position actuelle envers l'intégration européenne comme «critique et constructive». Le parti reconnaît que le renforcement du caractère supranational de l'Union peut aider à réaliser ses buts démocratiques, sociaux et environnementaux. En ce sens, GroenLinks est nettement plus fédéraliste que le VVD.

Ces formations, qui considèrent l'intégration européenne comme positive, sont toutes, en principe, des partis de gouvernement potentiels <sup>14</sup>. Des cinq, seul GroenLinks n'a jamais fait partie d'un cabinet (contrairement au PPR, un des partis qui intégra cette formation en 1990). Dans la période qui précéda les élections à la Chambre de 2002, il y eut des spéculations sur l'entrée de GroenLinks au sein d'une coalition gouvernementale dans la foulée de l'expérience des Grünen allemands – le



débat concernait le parti mais était mené aussi dans les autres formations. Cette perspective s'évanouit une fois les résultats connus.

A l'opposé de ces partis euro-positifs, on recense les eurosceptiques – tous les partis «défiant» de l'opposition sans exception, ce qui signifie les nouveaux venus. Comme nous l'avons précisé, ces partis se divisent en deux catégories : les sceptiques de *principe*, mettant en cause l'Union européenne dans son principe même, et les sceptiques *pratiques*, qui dénoncent tantôt des pratiques, tantôt des politiques publiques.

### B. Les eurosceptiques pratiques

Les eurosceptiques pratiques ne rejettent pas spécialement les bases de la construction européenne actuelle – ce qui implique la transmission partielle de la souveraineté nationale à Bruxelles – mais se positionnent surtout contre des points spécifiques de la politique de l'Union européenne ou contre des abus supposés dans son fonctionnement. Le parti le plus important de cette catégorie est Europa Transparant (Europe transparente), formé en avril 2004 par le fonctionnaire de la Commission européenne van Buitenen. En 1998, il était devenu célèbre pour avoir dénoncé les fraudes et le népotisme au sein de la Commission européenne : il avait notamment pris pour cible la commissaire française Edith Cresson. Il fut provisoirement suspendu par la Commission européenne, mais ses révélations menèrent, en janvier 1999, à la chute de la Commission dirigée par Jacques Santer. Quelques années plus tard, il présenta un nouveau rapport, portant sur une série d'abus au sein de cette même Commission. Dans son combat contre la bureaucratie européenne, il publia, juste avant les élections, un livre intitulé *In de loopgraven van Brussel* (Dans les tranchées de Bruxelles) <sup>15</sup>.

Europa Transparant se veut un *one single issue party*. Son leader milite pour un contrôle plus strict et une meilleure surveillance de la gouvernance européenne. Il vise à prévenir le gaspillage, la fraude et la corruption et réclame davantage de démocratie et de transparence pour mettre fin aux politiques de couloir à Bruxelles. «L'Europe doit être rendue aux citoyens», martèle ainsi van Buitenen à l'instar de Pim Fortuyn <sup>16</sup>.

Dans son principe, il n'est pas aussi eurosceptique que Fortuyn. «Je suis pro-Europe, mais l'Europe peut être mieux gouvernée» <sup>17</sup>, affirme-t-il. Néanmoins, selon lui, les Pays-Bas ne devraient plus déléguer de compétences à Bruxelles.

Tout comme Europa Transparant, le partij voor de dieren (parti pour les animaux, pvdd) est un *one single issue party*. Il ne se considère ni de gauche, ni de droite. Le thème majeur du pvdd est le bien-être des animaux : il veut «enfin donner une voix aux animaux au sein de l'Europe». Il se positionne principalement contre la politique agricole commune, où le profit prime l'éthique – comme l'auraient montré ces dernières années la peste porcine, la peste aviaire et l'épidémie de fièvre aphteuse. «Nous ne pouvons pas détourner la tête lorsque des millions d'animaux sans défense sont gazés, électrocutés, manipulés génétiquement, chassés ou entraînés pendant des milliers de kilomètres». La plupart des autres partis intègrent aussi le bien-être animal dans leurs programmes. Mais le pvdd a su attirer l'attention des médias, entre autres parce qu'il était soutenu par des romanciers connus.

### C. Les euros

Les euros pour l'intégration de la souveraineté. Le dernier se nomme «super-Etat» et l'approfondissement de la démocratie. Marijnissen, l'un d'eux, ressemblaient et incontrôlables nationaux – et a mené sa campagne comme un chien de garde des électeurs à l'élection.

Une critique que le nationalisme rallie pour l'ouvrage *Zielloos en onvermijde* la bureaucratie et la résistance croissante. Comme le SP, la politique et économique. «Être rendue à l'Etat» a vidé l'Etat d'une union économique. L'on pouvait aisément non enraciné son idée de députés prouve le programme citoyens pour

Les euros sur une base religieuse équivoque l'ici l'intégration qui affectent l'il ne s'agit pas Etats membre essentielles. Et au sein de l'U

### C. Les eurosceptiques de principe

Les eurosceptiques de principe vont plus loin et rejettent les bases mêmes de l'intégration européenne actuelle: ils souhaiteraient inverser la transmission de souveraineté. Les meilleurs représentants de cette opinion sont les LPF et le SP. Ce dernier se nomme lui-même «eurocritique». Le SP s'oppose à la réalisation d'un «super-Etat européen néolibéral», dominé par le grand capital. Le parti s'oppose à l'approfondissement du transfert de compétences de La Haye vers Bruxelles. Selon Marijnissen, le leader du parti, après le traité de Nice, «les Etats membres de l'UE ressemblaient encore plus à des provinces impuissantes d'un super-Etat tout-puissant et incontrôlable», tout cela sans consultations des citoyens <sup>18</sup>. Les parlements nationaux – et le Parlement européen – devraient récupérer plus de pouvoir. Le SP a mené sa campagne sous le slogan «*Stuur een waakhond naar Brussel*» (envoie un chien de garde à Bruxelles), espérant jouer sur le malaise existant chez certains électeurs à l'égard de l'Union européenne.

Une critique aussi fondamentale de l'Union européenne vient aussi des LPF qui, bien que nationalistes, ont nombre de points communs avec le SP. Les listes Pim Fortuyn se rallient pour l'essentiel aux opinions développées par son fondateur, en 1997, dans son livre *Zielloos Europa. Tegen een Europa van technocraten, bureaucratie, subsidies en onvermijdelijke fraude* (Europe sans âme. Contre une Europe de technocrates, de la bureaucratie, des subsides et de la fraude inévitable) <sup>19</sup>. Le sous-titre annonce sa résistance croissante à l'unification européenne durant les années quatre-vingt-dix. Comme le SP, Fortuyn croyait que l'intégration européenne était un projet de l'élite politique et économique où la population ne se reconnaît pas. L'Europe devrait ainsi «être rendue au citoyen». A la place d'un «super-Etat» européen bureaucratique, qui a vidé l'Etat nation – le «lien vivant» avec sa propre identité <sup>20</sup> – Fortuyn prônait une union entre Etats souverains, travaillant ensemble principalement sur le terrain économique. L'accent doit être mis sur les nations et leurs Parlements. Selon Fortuyn, on pouvait aisément se passer du Parlement européen, politiquement impuissant et non enraciné dans la population <sup>21</sup>. Les LPF ont adopté l'analyse de Fortuyn. Seule son idée de remplacer avantageusement le Parlement européen par un Sénat de députés provenant des Parlements nationaux <sup>22</sup> n'était pas reprise comme telle dans le programme électoral – peut-être le parti trouvait-il trop difficile de mobiliser les citoyens pour les élections d'un parlement qu'il voulait supprimer.

Les eurosceptiques de l'alliance orthodoxo-chrétienne, Christen Unie-SGP ont une base religieuse. Tout comme le SP et les LPF, ces calvinistes déclarés rejettent sans équivoque l'idée même d'une Europe unie. Ils ont accepté jusqu'à un certain point l'intégration progressive mais s'opposent aux formes de collaborations européennes qui affectent l'autonomie nationale et l'identité culturelle des Pays-Bas: «Pour nous, il ne s'agit pas d'une Union étatique européenne, mais bien d'une Union dont les Etats membres restent les noyaux politiques». Bruxelles devrait se limiter aux tâches essentielles. En revanche, la police et la justice devraient collaborer plus étroitement au sein de l'Union européenne.

### 5. La campagne électorale de 2004

A l'origine, on avait pensé organiser, parallèlement aux élections européennes, un référendum portant sur la Constitution européenne (à savoir les propositions de la Convention sur l'avenir de l'Europe). Une proposition de référendum émise par D66 ainsi que deux partis de l'opposition, GroenLinks et le PvdA fut acceptée en novembre 2003 par la seconde chambre, malgré les réticences du cabinet Balkenende. Les partisans du référendum espéraient que son organisation concomitante aux élections européennes augmenterait la participation au scrutin. Lorsqu'en décembre 2003 le sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement ne parvint pas à trouver un accord sur la Constitution, le référendum fut reporté.

Le PvdA et les autres partis de gauche de l'opposition essayèrent de combiner critiques sur la politique intérieure et campagne européenne. Ils s'opposèrent au programme budgétaire restrictif du cabinet Balkenende, imposant la modération, et incitèrent à sanctionner le gouvernement. Le prolongement possible de la présence de troupes néerlandaises en Irak figurait aussi parmi les thèmes de campagne. Les têtes de listes des partis établis s'efforcèrent de clarifier leurs différences programmatiques sur l'Europe.

Ils ont manifestement cherché la confrontation pour intéresser les électeurs au scrutin, ce qui devait accroître la participation. «Les eurocampagnes doivent être politisées», prétendait un membre éminent du VVD<sup>23</sup>. «Nous devons clairement mettre en évidence les contradictions», déclarait Vanden Bos, député européen et dirigeant de D66, ajoutant toutefois «que c'était ennuyeux parce que les différences au niveau européen étaient moins importantes qu'au niveau national»<sup>24</sup>.

Selon les médias, les partis n'ont pas vraiment réussi à susciter une réaction. Un quotidien de province a même parlé de «campagne calme»<sup>25</sup>. Cela est exact pour les grands partis établis, compte tenu de leur vision positive de l'intégration européenne. La critique adressée à l'Union européenne est alors uniforme et peu spécifique : l'UE devrait devenir plus démocratique et moins bureaucratique, plus transparente et moins dépensière. De plus, elle devrait laisser aux Etats membres ce qui peut être résolu au niveau national. La question de savoir quels domaines devaient être réglés à La Haye ou à Bruxelles a pu révéler des sensibilités différentes. Pour le CDA, la politique néerlandaise, tolérante et libérale en matière de drogues douces, ne cadre pas du tout avec la politique européenne en matière de criminalité transfrontières. Mais la plupart des autres partis ne partageaient pas ce point de vue<sup>26</sup>.

La question d'une campagne morne reste toutefois entière, surtout si on la compare aux élections européennes précédentes. L'euroscepticisme s'est amplifié face aux projets d'élargissement géographique et d'«approfondissement» des compétences de l'Union européenne et il a certainement animé le débat politique. Lors de discussions sur des sujets concrets, les différences entre les partis établis et les eurosceptiques étaient nettes. Ainsi le CDA, le PvdA et D66 avaient-ils annoncé leur soutien à la Constitution européenne alors que GroenLinks était plus réservé et que le VVD préférait pas de constitution «plutôt qu'une mauvaise»<sup>27</sup>. Pour leur part, les partis eurosceptiques de principe rejetaient résolument la Constitution sur la base d'arguments attendus tels, pour la CU/SGP, le fait que «l'Union européenne n'était pas un Etat et n'avait donc pas besoin d'une constitution». Pour le SP, la Constitution était

surtout tournée  
et pour les LPF, i

Le même p  
dans l'Union e  
adhésion, pour  
de démocratie  
pour la populat  
selon Lagendijk  
Parlement euroj  
sur ce point. Le  
des négociation

Par princip  
farouches oppo  
partie en Asie.  
En revanche, le  
conditions.

### 6. Les résultats

---

CDA
PvdA
VVD
D66
GroenLinks
SP
ChristenUnie (SGP)
LPF
LN
Europa Transpar
Autres

---

Participation
---------------

---

(\*) En 1998 et 1999, il s'agit du total.  
Source : CBS. Voir

Le système  
un seuil électo  
a besoin de 0,6  
le même systè  
1999, les Pays  
il fallait 3,2%

surtout tournée vers la puissance militaire et donnait la priorité à la libre concurrence et pour les LPF, il s'agissait d'un pas supplémentaire vers une fédération européenne.

Le même phénomène se produit à propos de l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union européenne. La plupart des partis établis sont partisans de cette adhésion, pour autant que la Turquie remplisse les critères de Copenhague en matière de démocratie et d'Etat de droit. GroenLinks était même très enthousiaste: «Bon pour la population turque, bon pour l'Europe et bon pour les Néerlandais turcs», selon Lagendijk, le député européen qui avait aussi présidé la délégation Turquie du Parlement européen. Comme sur la Constitution européenne, le VVD est très réticent sur ce point. Les libéraux estiment que la Turquie est «loin d'être prête pour le début des négociations»<sup>28</sup>.

Par principe, les partis eurosceptiques, tels que la CU/SGP et les LPF, sont de farouches opposants à l'adhésion de la Turquie musulmane, qui est située en grande partie en Asie. L'UE ne devrait dépasser ni le Bosphore ni l'Oural, déclarent les LPF. En revanche, le SP y est favorable pour autant que la Turquie réponde à toutes les conditions.

## 6. Les résultats des élections

Tableau 3  
Résultats des élections pour la seconde chambre (TK)  
et le Parlement européen (PE)(%), 1998-2004

	TK 1998	PE 1999	TK 2002	TK 2003	PE 2004
CDA	18,4	26,9	27,9	28,6	24,4
PvdA	29,0	20,1	14,9	27,3	23,6
VVD	24,7	19,7	15,4	17,9	13,2
D66	9,0	5,8	5,1	4,1	4,2
GroenLinks	7,3	11,8	7,0	5,1	7,4
SP	3,5	5,0	5,9	6,3	7,0
ChristenUnie (SGP*)	5,1	8,7	4,2	3,7	5,9
LPF	-	-	17,0	5,7	2,5
LN	-	-	1,6	0,4	-
Europa Transparant	-	-	-	-	7,3
Autres	3,1	1,9	0,7	0,9	4,4
Participation	73,3	30,0	79,1	80,0	39,3

(\*) En 1998 et 1999, il s'agit du total des voix du SGP, du GPV et du RPF. Pour 2002, 2003 et 2004, il s'agit du total des voix de la ChristenUnie et du SGP.

Source: CBS. Voir <http://statline.cbs.nl/StatWeb/Selection/Applet/SelectPage.asp>

Le système électoral néerlandais est fondé sur une proportionnelle intégrale, avec un seuil électoral bas. Pour le parlement provincial constitué de 150 membres, un parti a besoin de 0,67% des voix pour obtenir un siège. Lors des élections européennes, le même système est d'application, bien que le seuil du vote se situe plus haut. En 1999, les Pays-Bas disposaient de trente et un sièges européens. En d'autres termes, il fallait 3,2% pour qu'un parti décroche un siège. Compte tenu de l'élargissement,

le nombre de sièges néerlandais au Parlement européen est tombé à vingt-sept ; d'où une augmentation du seuil d'éligibilité à 3,7%. Cet accroissement n'a pas fait fuir les nouveaux venus : le nombre de partis en lice est passé de onze à quinze <sup>29</sup>.

En dépit du fait que le CDA a devancé le PVDA et est redevenu le premier parti, il s'avère être le perdant sur plusieurs plans. D'une part, les démocrates chrétiens n'ont jamais obtenu un score aussi bas à l'occasion d'une élection européenne. D'autre part, ils sont en net recul par rapport à leurs résultats aux élections nationales de 2002 et 2003 (voir tableau 3). Pour le VVD, les élections sont catastrophiques. Tout comme le CDA, les libéraux ont réalisé leur plus mauvaise performance depuis 1979 et ils ont aussi beaucoup perdu par rapport au scrutin législatif de 2003. Nombre de libéraux ont imputé ce recul à des querelles internes, telles la dispute publique entre l'ancien chef du parti Dijkstal et le second président de la Chambre, Van Aartsen, à propos de l'orientation du parti, ou encore la démission, une semaine avant les élections, du secrétaire d'Etat à l'Enseignement, Nijs. Pour D66, le résultat est ambivalent : il enregistre une perte par rapport à l'élection européenne de 1999 mais il retrouve des couleurs si l'on se réfère à son score catastrophique de janvier 2003 aux élections nationales.

Ensemble, le CDA, le VVD et D66, les trois formations du gouvernement, perdent environ un cinquième de leurs électeurs. Le PVDA, qui a vainement essayé de transformer les élections européennes en vote de défiance à l'égard de la coalition gouvernementale de centre-droit, a voulu ainsi prouver qu'il avait raison et que le cabinet Balkenende avait perdu son assise. « Si ceci n'est pas un signal, alors je ne sais pas ce que c'est », a ainsi affirmé Bos, son dirigeant <sup>30</sup>.

Mais les sociaux-démocrates ont dû admettre qu'ils ont surtout bénéficié de l'effet « deuxième ordre » de l'élection, qui favorise les partis d'opposition. Certes, le PVDA a obtenu de meilleurs résultats en juin 2004 que lors des élections européennes de 1999, mais il est aussi en recul par rapport à sa performance de 2003. Pour sa part, GroenLinks a quelque peu amélioré son score de 2002 et 2003, mais par rapport aux élections européennes de 1999, il a beaucoup régressé.

Quoi qu'il en soit, il est clair que tous les partis gouvernementaux ont réalisé une piètre performance à l'occasion de ces élections européennes, la plus mauvaise depuis 1979.

Compte tenu du recul des partis établis, le scrutin profite surtout aux eurosceptiques. Dans la catégorie des eurosceptiques de principe, le SP s'en sort bien, grâce sans doute à une campagne électorale très réussie (« Envoie un chien de garde à Bruxelles »). Avec 7% des suffrages, cette formation d'extrême gauche a amplifié la progression commencée avec les élections européennes de 1999 et poursuivie lors des scrutins législatifs de 2002-2003.

L'horizon se présente différemment pour l'Union chrétienne/SGP, qui recule fort par rapport à 1999. Elle n'a conservé ses deux sièges que parce qu'elle faisait liste commune avec le CDA. Selon toute vraisemblance, une partie de l'électorat protestant orthodoxe a été choquée par le fait que, juste avant les élections, la problématique des remboursements de frais des parlementaires européens et, entre autres, des députés de l'Union chrétienne/SGP a été écartée du code déontologique respecté par tous les euro-parlementaires néerlandais. Les LPF décrochent aussi un résultat moyen. A

l'évidence, les succès printemps 2002. Leur Balkenende ont provoqué

Dans la catégorie un siège de quelque incontesté, avec 7,3% avec jalousie le leader Europa Transparant s'on peut relever de g élections de la seconde des élections européennes *establishment* politique les électeurs et se pa contribuables, voire 1 personnalités totalement avec un van Buitenen rien grâce à son physique la méfiance latente co

Comme au temps était question d'un l. Les options aux élections de l'ordre politique 1 ex-ennemis du VVD e dans une large mesure partis gouvernementaux dans les grandes lignes comme d'approfondir eux (comme ils l'ava eurosceptique – en 20

## 7. Conclusion

Selon le politologue de 2004 moins comme *secondary confirmation* 2003 *parliamentary* e à un modèle formé élections de la seconde

Ces élections se première fois depuis à un pourcentage de tout cas par les partis des voix <sup>36</sup>. En mai protestataires.

A l'origine, le si avant les élections, c

l'évidence, les successeurs de Fortuyn ont dilapidé le capital de sympathie acquis au printemps 2002. Leurs disputes étalées sur la place publique dans le premier cabinet Balkenende ont profondément affecté leur crédibilité.

Dans la catégorie des eurosceptiques pratiques, le *partij voor de dieren* a manqué un siège de quelques voix. En revanche, Europa Transparant est le vainqueur incontesté, avec 7,3% des suffrages et deux sièges. «Ce sont nos voix», remarqua avec jalousie le leader des LPF, Herben <sup>31</sup>. Il n'avait pas tout à fait tort, car bien que Europa Transparant se soit efforcé de mobiliser les électeurs sur un sujet européen, on peut relever de grandes similitudes entre les prestations de Fortuyn lors des élections de la seconde Chambre en mai 2002 et celles de van Buitenen à l'occasion des élections européennes de juin 2004. Tous deux ont délivré un message anti-*establishment* politique – à La Haye comme à Bruxelles. L'élite n'écouterait pas les électeurs et se partagerait les emplois (Fortuyn); elle gaspillerait l'argent des contribuables, voire même le détournerait (van Buitenen). Certes, il s'agit de deux personnalités totalement différentes : le Fortuyn flamboyant et charismatique tranche avec un van Buitenen pâle et parfois ennuyeux – qui dit lui-même «qu'il n'obtiendrait rien grâce à son physique» <sup>32</sup>, mais tous deux sont parvenus à attiser par leur discours la méfiance latente contre les politiques établis et leurs partis.

Comme au temps de la coalition violette dans les années quatre-vingt-dix, il était question d'un large consensus politique et de choix limités pour l'électorat. Les options aux élections de 2004 étaient elles aussi réduites (du moins au sein de l'ordre politique traditionnel). Au cours de la décennie précédente, lorsque les ex-ennemis du VVD et du PvdA collaboraient et gouvernaient avec D66, le CDA était dans une large mesure d'accord avec la politique gouvernementale. En 2004, les partis gouvernementaux ont – comme ils l'ont fait pendant des décennies – soutenu dans les grandes lignes le projet d'intégration européenne, en matière d'élargissement comme d'approfondissement. Il ne restait aux électeurs eurocritiques qu'à rester chez eux (comme ils l'avaient de plus en plus fait jusqu'en 1999) ou à voter pour un parti eurosceptique – en 2004, il y en eut beaucoup plus qu'auparavant <sup>33</sup>.

## 7. Conclusion

Selon le politologue canadien Harmsen, il faut analyser le scrutin hollandais de 2004 moins comme une élection de deuxième ordre «*but rather as more of a secondary confirmation of the national political trends manifested in the 2002 and 2003 parliamentary elections*» <sup>34</sup>. En effet, les élections européennes correspondent à un modèle formé lors des élections précédentes aux Pays-Bas – et surtout des élections de la seconde chambre et des conseils communaux de 2002.

Ces élections sont caractérisées par une plus grande participation (pour la première fois depuis le milieu des années quatre-vingt <sup>35</sup>; voir tableau 1), combinée à un pourcentage de voix relativement élevé obtenu par les populistes parfois, et en tout cas par les partis anti-*establishment* – qui, ensemble, décrochent environ 20% des voix <sup>36</sup>. En mai 2002, les LPF étaient en mesure de mobiliser nombre de voix protestataires.

À l'origine, le SP sembla pouvoir reprendre ce rôle en janvier 2003. Un mois avant les élections, ce parti obtenait environ 15% dans les sondages. Mais dans les

dernières semaines précédant le scrutin, les sociaux-démocrates avaient pu arrêter leur spirale descendante grâce au charisme d'un nouveau leader et à la course au coude à coude avec le CDA, dans laquelle il était impliqué. L'enjeu était désormais de savoir qui serait le parti le plus important et pourrait dès lors prendre l'initiative de former un gouvernement.

La participation plus importante semble avoir un rapport avec une tendance à la repolitisation de la politique néerlandaise. Après la convergence idéologique et le consensus politique des années quatre-vingt-dix, les conflits semblent retrouver place lors des élections à la chambre de 2002 et 2003 : autour de la politique migratoire (une politique d'admission restrictive ou ouverte aux demandeurs d'asile, l'intégration forcée ou volontaire des allochtones déjà présents), mais aussi des questions économiques et sociales classiques (par exemple, des économies dans la sécurité sociale vs l'augmentation des dépenses publiques). Parallèlement, s'ajoutent l'opposition encore plus forte – en tout cas en 2002 – entre les partis gouvernementaux et les partis de protestation et/ou populistes, et une contradiction qui s'était déjà manifestée dans le courant des années quatre-vingt-dix avec l'entrée de groupements politiques locaux s'opposant principalement aux grands partis nationaux. Cette lutte entre *Old Politics* et *New Politics* a aussi mené à un engagement plus grand et une participation plus importante.

En ce qui concerne leur contenu, les élections européennes de 2004 pourraient avoir été les plus européennes depuis 1979. Les différences d'opinion entre partis politiques néerlandais – c'est-à-dire entre les grands partis établis au centre, d'un côté, et les petits partis eurosceptiques en périphérie de l'éventail politique, de l'autre – furent plus importantes que jamais. Quel que soit le degré d'européanisation des élections, le résultat en revanche correspondait parfaitement à la tendance nationale de politisation et de critique populiste de l'*establishment* politique et des partis établis. Le mécontentement s'est dirigé contre les partis nationaux et La Haye comme symbole de la politique nationale et, en juin 2004, contre le « Bruxelles » bureaucratique et gaspilleur. Le mécontentement d'une partie de l'électorat néerlandais semble trouver son origine principalement dans les évolutions à l'intérieur des frontières nationales.

## Notes

<sup>1</sup> « PVDA claimt winst op Balkenende. Klokkenluider van Buitenen stoïcijns over enorme succes », *Trouw*, 11 juin 2004.

<sup>2</sup> « Commentaire : Nederland stemt Europees », *Trouw*, 11 juin 2004.

<sup>3</sup> J.I.H. JANSSEN, *Publieke steun voor de Europese Unie. Analyse van de publieke opinie in 12 lidstaten, 1952-1998*, Maastricht, 2001, p. 135.

<sup>4</sup> R. HARMSSEN, « Euroscepticism in the Netherlands: Stirrings of Dissent », *European Studies*, 20, 2004, p. 103-109.

<sup>5</sup> J.I.H. JANSSEN, *Publieke...*, op. cit., p. 135.

<sup>6</sup> P. TAGGART, « A to European party systems »,

<sup>7</sup> Cette détermination Euro-optimisme van Groen

<sup>8</sup> *Handelingen van de*

<sup>9</sup> *Ibid.*, 26-1875.

<sup>10</sup> *Ibid.*, 26-1880.

<sup>11</sup> B.H. DE BOER, A.P. van de partijpolitieke gebede *Nederlandse Politieke Pa.* KOLK, « The Netherlands » York, Palgrave, 2000, p. 10

<sup>12</sup> Voir aussi P. TAGGART

<sup>13</sup> Ceux-ci sont rassen van het Europese Parlement Departement Politieke We

<sup>14</sup> En d'autres termes, parti de gouvernement qui

<sup>15</sup> P. VAN BUITENEN, *It Baarn*, 2004. A propos de *Europa*, z.pl., 1999.

<sup>16</sup> A. DIEKMAN, « Paul Volkskrant, 28 février 2004

<sup>17</sup> M. DE WAARD, « Nie

<sup>18</sup> J. MARJNISSEN, *Nie*

<sup>19</sup> A.P.M. LUCARDIE, gedachtegoed van Pim F « Verschenen », *Samenlevi*

<sup>20</sup> W.S.P. FORTUYN, *Zi subsidies en onvermijdelij*

<sup>21</sup> W.S.P. FORTUYN, *Be*

<sup>22</sup> W.S.P. FORTUYN, *De*

<sup>23</sup> J.C. VAN BAALLEN, *I en havendagen. Nederland 25 mai 2004.*

<sup>24</sup> B. VAN DER VELDEN,

<sup>25</sup> R. VAN DEN BOOGA over idee bevoegdheden E

<sup>26</sup> Le CDA trouva un sc

<sup>27</sup> « Europese verkiezi

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Ici, les listes comm les deux fois pour une.

<sup>30</sup> « PVDA claimt winst succes », *Trouw*, 11 juin 20

<sup>31</sup> E. KALSE, « Alleen gedachtegoed van winnaar

<sup>32</sup> « van Buitenen win 1979 weer omhoog », *Refo*

<sup>6</sup> P. TAGGART, «A touchstone of dissent: euroscepticism in contemporary Western European party systems», *European journal of political research*, 33/3, 1998, p. 364-365.

<sup>7</sup> Cette détermination de couleur n'est pas sans risques; voir H. BINNEMA, «Het Euro-optimisme van GroenLinks», *De Helling*, 3, 2003, p. 26-28.

<sup>8</sup> *Handelingen van de Tweede Kamer*, 21 november 2001, 26-1872.

<sup>9</sup> *Ibid.*, 26-1875.

<sup>10</sup> *Ibid.*, 26-1880.

<sup>11</sup> B.H. DE BOER, A.P.M. LUCARDIE, I. NOOMEN et G. VOERMAN, «Kroniek 1999. Overzicht van de partijpolitieke gebeurtenissen van het jaar 1999», *Jaarboek 1999 Documentatiecentrum Nederlandse Politieke Partijen*, Groningen, 2000, p. 18-19 et 84-85; voir aussi H. VAN DER KOLK, «The Netherlands», in J. LODGE, *The 1999 Elections to the European Parliament*, New York, Palgrave, 2000, p. 165-167.

<sup>12</sup> Voir aussi P. TAGGART, *op. cit.*

<sup>13</sup> Ceux-ci sont rassemblés dans le recueil: H. PELLIKAAN, J. VAN HOLSTEYN (ed.), *Verkiezing van het Europese Parlement 10 juni 2004. Verkiezingsprogramma's*. Bijengebracht door het Departement Politieke Wetenschap van de Universiteit Leiden, Amsterdam, 2004.

<sup>14</sup> En d'autres termes, il n'existe nulle part ailleurs dans l'Union européenne de plus grand parti de gouvernement qui soit eurosceptique. Voir P. TAGGART, *op. cit.*

<sup>15</sup> P. VAN BUITENEN, *In de loopgraven van Brussel. De slag om een transparant Europa*, Baarn, 2004. A propos de ses révélations dans les années quatre-vingt-dix, il écrivit *Strijd voor Europa*, z.pl., 1999.

<sup>16</sup> A. DIEKMAN, «Paul van Buitenen: «Ik ben een actievoerder op een kieslijst»», *De Volkskrant*, 28 février 2004.

<sup>17</sup> M. DE WAARD, «Niet knap, geen geld – toch winnaar», *NRC Handelsblad*, 11 juin 2004.

<sup>18</sup> J. MARJNISSEN, *Nieuw optimisme*. Soesterberg, 2003, p. 89.

<sup>19</sup> A.P.M. LUCARDIE, G. VOERMAN, «Liberaal patriot of nationaal populist? Het gedachtegoed van Pim Fortuyn», *Socialisme & Democratie*, 59/4, 2002, p. 32-42; aussi «Verschenen», *Samenleving en politiek*, 9/6, 2002, p. 53-62; R. HARMSSEN, *op. cit.*, p. 115-120.

<sup>20</sup> W.S.P. FORTUYN, *Zielloos Europa. Tegen een Europa van technocraten, bureaucratie, subsidies en onvermijdelijke fraude*, Utrecht, 1997, p. 104.

<sup>21</sup> W.S.P. FORTUYN, *Beklemmend Nederland*, Utrecht, 1995, p. 193.

<sup>22</sup> W.S.P. FORTUYN, *De puinhopen van acht jaar Paars*, Rotterdam, 2002.

<sup>23</sup> J.C. VAN BAALLEN, Tweede-Kamerlid voor de VVD. F. VAN STRAATEN, «Spotjes, affiches en havendagen. Nederlands prestige als voorzitter EU staat op het spel», *NRC Handelsblad*, 25 mai 2004.

<sup>24</sup> B. VAN DER VELDEN, «De Brusselse staat», *NRC Handelsblad*, 29 septembre 2003.

<sup>25</sup> R. VAN DEN BOOGAARD, «Bot gooit knuppel in het hoenderhok. Lijsttrekkers verdeeld over idee bevoegdheden Europa te beperken», *NRC Handelsblad*, 3 juin 2004.

<sup>26</sup> Le CDA trouva un soutien dans la ChristenUnie/SGP, eurosceptique.

<sup>27</sup> «Europese verkiezingen», *NRC Handelsblad*, 7 juin 2004.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Ici, les listes communes GPV/SGP/RPF en 1999 et ChristenUnie/SGP en 2002 sont comptées les deux fois pour une.

<sup>30</sup> «pvda claimt winst op Balkenende. Klokkenluiders van Buitenen stoïcisme over enorme succes», *Trouw*, 11 juin 2004.

<sup>31</sup> E. KALSE, «Alleen VVD teleurgesteld op bal der verliezers. Lijsttrekkers omarmen gedachtegoed van winnaar verkiezingen», *NRC Handelsblad*, 11 juin 2004.

<sup>32</sup> «van Buitenen wint, coalitie verliest. Opkomst bij EP-verkiezingen voor het eerst sinds 1979 weer omhoog», *Reformatorisch Dagblad*, 11 juin 2004.



<sup>33</sup> Voir aussi R. MOERLAND, « van Buitenen in rol Fortuyn », *NRC Handelsblad*, 11 juin 2004.

<sup>34</sup> R. HARMSSEN, « 2004 European Parliament election briefing n° 17. The European Parliament election in the Netherlands, June 10, 2004 », p. 12. ([www.sussex.ac.uk/sei/documents/epem-ep2004-netherlands.pdf](http://www.sussex.ac.uk/sei/documents/epem-ep2004-netherlands.pdf)).

<sup>35</sup> Excepté les élections municipales de 1994.

<sup>36</sup> Les résultats de l'Union chrétienne/SGP ne sont pas compris dans ce pourcentage. Bien que, nous l'avons vu, ces partis soient certainement eurosceptiques, il ne faut sûrement pas les considérer comme étant dirigés contre l'*establishment* des partis politiques – ils en font même plutôt partie.

## Les élec Une soc

### 1. Introduction

Le Luxembourg est avec Malte l'un s'est distingué lors politiques au pou étaient sanctionnés: et au Royaume-Uni social (PCS) membre par rapport aux autres depuis l'organisation européen en 1979 et un siège supplé: fois depuis 1945, de coalition – en l démocrates et des avait été toujours (PVE). Le PD, parti 15,02% aux Verts. parti d'opposition, socialiste européenne depuis 1989 à ce t des suffrages expr a perdu l'un des chrétienne. Quatri des nations (UEN)